

Passerelles Synthèse

Bimensuel africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 12· Numéro 12, 25 juillet 2011

LIGNE DE FOND..... 1

La conférence de l'OMC reconnaît le succès mitigé de l'Aide pour le Commerce..... 1

NOUVELLES DE L'OMC..... 3

Davantage de cohérence entre les Accords commerciaux préférentiels et le système multilatéral 3

SUR LE FIL..... 4

D'importantes réformes pour accéder à l'OMC, certains pays avancent à grands pas..... 4

NOUVELLES REGIONALES 5

APE : PUE et l'Afrique de L'ouest se retrouvent à Bruxelles pour tenter d'avancer 5

Famine dans la corne de l'Afrique : une réaction plutôt tardive de la communauté internationale.. 5

EVÉNEMENTS..... 6

PUBLICATIONS 6

PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Equipe de rédaction d'Enda : Cheikh Tidiane DIEYE, Bathie CISS, Aissatou DIALLO, Marion Gelliner (stagiaire)

Equipe éditoriale d'ICTSD : K. Guddy, C. Bonnerot

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos réseaux.

Les opinions exprimées dans les articles signés sont celles des auteurs et ne reflètent pas celles d'ICTSD ou d'ENDA.

Cette publication est rendue possible grâce au soutien financier des principaux donateurs d'ICTSD.

LIGNE DE FOND

La conférence de l'OMC reconnaît le succès mitigé de l'Aide pour le Commerce

Du 18 au 19 juin, plusieurs délégués de l'OMC, de l'OCDE, ainsi que des membres de la société civile et des représentants du secteur privé se sont réunis à Genève pour le 3^{ème} examen de l'initiative 'Aide pour le Commerce' lancée par l'OMC. Cette initiative a vu le jour en 2005 lors de la conférence ministérielle de Hong Kong. Elle vise à aider les pays en développement à mieux s'intégrer dans l'économie et le commerce mondial à travers l'amélioration de leurs infrastructures commerciales, le renforcement de leurs institutions et de leurs politiques en matière de commerce.

Ce troisième examen a passé en revue les avancées et les lacunes de l'initiative lancée par l'OMC, afin « de mesurer le chemin parcouru depuis le lancement de l'initiative, de tirer des leçons sur l'impact de l'Aide pour le commerce et de réfléchir aux meilleurs moyens d'en maximiser le potentiel dans l'avenir »¹.

Dans un rapport intitulé « L'aide pour le commerce – Panorama 2011 : les résultats », l'OMC et l'OCDE ont présenté les résultats positifs suivants :

- une augmentation de l'aide financière au commerce de 60 % par rapport à la période 2002-2005 avec des

¹ **Aide pour le commerce**, Troisième Examen global de l'Aide pour le commerce à l'OMC

- engagements financiers atteignant près de \$40 milliards en 2009
- une intégration de cette aide dans les stratégies de développement plus générales, axées sur la compétitivité, la croissance économique et la réduction de la pauvreté
- l'augmentation de 40% des flux d'aide en direction de l'Afrique depuis 2005, atteignant ainsi 13 milliards de dollars.

Malgré ces aspects positifs, le rapport a cependant soulevé certaines inquiétudes concernant la pression budgétaire à laquelle beaucoup de donateurs font face. L'analyse révèle en effet que "les donateurs ont actuellement du mal à répondre à l'augmentation de la demande d'Aide en provenance des Pays en développement". Cette inquiétude est partagée par le Secrétaire Général de l'ONU Ban Ki-Moon, mais ce dernier a rappelé que même si « les temps sont incertains [et] les budgets sont serrés », « les conditions fiscales ne sont pas des excuses pour abandonner les efforts ». Il a expliqué qu'au contraire ces conditions « soulignent le besoin d'une action collective ».

Par ailleurs, il faut rappeler que récemment, dans une étude de l'AFD, il a été révélé que même si l'Aide pour le commerce a fortement augmenté depuis 2005, la part de l'APD qui lui est consacrée a diminué passant de 49 % à 37 %. Il a aussi été révélé que la part de la catégorie « politiques et réglementations commerciales » est marginale. L'essentiel (54 %) étant destiné aux infrastructures économiques.

Ban Ki-Moon a également souligné l'importance de s'intéresser à l'Aide pour le Commerce en lien avec d'autres défis majeurs comme la crise alimentaire et le changement climatique, une approche que Pascal Lamy a également défendue. Ce dernier a en effet expliqué que « nous devons faire encore mieux pour expliquer comment l'Aide pour le Commerce peut soutenir des objectifs plus larges comme la lutte contre la pauvreté, la protection sociale, la sécurité alimentaire, l'autonomie des femmes, l'adaptation au changement climatique, la production d'énergie, et le développement durable ».

L'accent a en outre été porté sur les politiques d'intégration régionale. Pascal Lamy a en effet souligné que l'objectif principal du programme Aide pour le Commerce était non seulement le développement des pays membres de l'OMC mais aussi « la réalisation des objectifs de développement de nos membres et de leurs organisations régionales ». Le Secrétaire-Général de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), Richard Sezibera, a reconnu les effets positifs du programme au sein de l'union douanière de la CAE en termes d'harmonisation des politiques, mais a noté toutefois que les coûts de transports dans la région restent extrêmement élevés, étant supérieurs de 50% aux coûts de transport en Europe ou en Asie.

Pascal Lamy s'est également félicité de la participation importante de représentants du secteur privé. Sarah Thorn, Directrice des relations avec le gouvernement de l'entreprise américaine Walmart a en effet parlé de l'implication de plus en plus importante du secteur privé dans les pays émergents, en déclarant : « Je pense que nous avons changé la façon dont nous concevons la responsabilité des entreprises ».

Enfin, le problème de l'insécurité alimentaire a été évoqué lors d'une table ronde réunissant Pascal Lamy, le Président de la Banque Mondiale Robert Zoellick, plusieurs ministres, le Président de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) James Victor Gbeho et le Président du groupe Nestlé Peter Brabeck-Letmathe. Le président de la CEDEAO a souligné que la situation d'approvisionnement en nourriture restait critique malgré quelques améliorations concernant l'exportation de produits alimentaires. Alors que Peter Brabeck-Letmathe a affirmé que « le secteur privé ne devrait jamais se substituer au gouvernement lorsqu'il ne joue pas son rôle », Pascal Lamy a quant à lui parlé du « rôle de soutien » que pouvait jouer l'Aide pour le Commerce, en aidant au renforcement des capacités de stockage, de transport, et autres aspects liés aux chaînes locales de production agricole.

Synthèse ENDA

Sources : Aide pour le commerce: mobiliser l'aide pour le commerce

http://www.wto.org/french/tratop_f/devel_f/a4t_f/global_revie_w11_f.htm

Aid for Trade at a Glance 2011,
<http://browse.oecdbookshop.org/oecd/pdfs/free/4311141e.pdf>
Allocation DG de l'OMC,
http://wto.org/french/news_f/sppl_f/sppl201_f.htm
Bridges Weekly Vol. 15, Number 27, 20 Juillet
2011, numéro disponible en ligne:
<http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/110926/>

NOUVELLES DE L'OMC

Davantage de cohérence entre les Accords commerciaux préférentiels et le système multilatéral

Le Rapport sur le commerce mondial 2011 a été officiellement présenté lors d'une conférence à l'OMC à Genève le 20 juillet 2011. Le rapport accorde une attention toute particulière à la complexité des accords commerciaux préférentiels (ACPr). En effet, ils comptent à la fois des accords internationaux, interrégionaux et intra-régionaux. Ce système d'accords bilatéraux et régionaux peut s'avérer bénéfique pour les non-membres mais peut poser des problèmes de cohérence au sein du système multilatéral.

Le nombre d'ACPr notifiés à l'OMC n'a cessé d'augmenter ces dernières décennies. En 2010, près de 300 accords commerciaux préférentiels (notifiés et non notifiés) étaient en vigueur. On estime ainsi que chaque membre de l'OMC est engagé dans 13 ACPr en moyenne. Plus de la moitié du commerce mondial s'effectue maintenant dans le cadre d'accords commerciaux préférentiels.

Lors de la présentation du rapport, de nombreux intervenants ont cependant souligné que la prolifération d'ACPr et la baisse généralisée des tarifs commerciaux font que les ACPr deviennent de moins en moins avantageux pour les pays signataires. Si les préférences commerciales ne constituent plus une raison suffisante pour établir des ACPr, qu'est-ce qui pousse donc tant de pays à continuer d'en signer ?

Selon le rapport, de nombreux pays cherchent maintenant à établir une « intégration en

profondeur » avec leurs partenaires. Ces accords ne concernent plus tant les droits de douane mais davantage les politiques intérieures telles que la réglementation dans le domaine des services et de l'investissement, la protection de la propriété intellectuelle, les régulations environnementales, le marché du travail et la politique de concurrence. Ainsi, ces accords évoluent vers une véritable intégration en profondeur, à la fois politique, économique et technique. Le développement des réseaux de production mondiaux a été l'une des causes de l'explosion de ce type d'accord, pouvant fournir une meilleure réglementation et une meilleure supervision dans les domaines cités ci-dessus.

La Secrétaire Générale de l'Union Douanière d'Afrique Australe (SACU) Tswelopele Moremi s'est ainsi félicitée des bons résultats en matière d'intégration régionale atteints par les pays d'Afrique Australe qui se sont rapprochés de plusieurs autres zones de coopération économique comme le Mercosur, avec lequel la SACU a établi des accords ambitieux en matière de tarifs commerciaux, de politiques relatives à la compétition, d'assistance administrative et de règlement des disputes.

Toutefois, le Directeur-Général de l'OMC Pascal Lamy a expliqué que la prolifération d'ACPr pouvait représenter un danger pour le multilatéralisme, et a souligné que l'OMC se devait donc d'intervenir pour assurer « une plus grande cohérence entre les régimes réglementaires non concurrents mais divergents qui entraînent, dans la pratique, une fragmentation géographique ou une hausse des coûts commerciaux ».

Pour ce faire, le rapport propose de remédier aux lacunes du cadre juridique de l'OMC, d'adopter une approche plus nuancée et non contentieuse pour examiner les ACPr dans le contexte de la transparence et de l'échange d'informations dans le cadre de l'OMC, d'accélérer le programme multilatéral non préférentiel d'ouverture et de réglementation commerciale, et enfin étendre à d'autres parties, de manière non discriminatoire, les accords préférentiels existants.

Synthèse ENDA

Source : Rapport OMC 2011 ;
http://wto.org/french/res_f/booksp_f/anrep_f/world_trade_repo rt11_f.pdf
Discours de Lamy lors du lancement du rapport
http://wto.org/french/news_f/sppl_f/sppl202_f.htm

SUR LE FIL

D'importantes réformes pour accéder à l'OMC, certains pays avancent à grands pas

Actuellement 30 pays sont en cours d'accession à l'OMC, ils ont le statut d'observateur. Ce statut est l'étape obligatoire par laquelle doivent passer tous les pays candidats à l'OMC. Il requiert un consensus des pays membres de l'OMC pour que commence le processus d'intégration. Enfin, l'«ensemble des conditions d'accession» doivent être approuvées.

Si la libéralisation de l'économie et l'intégration au système économique mondial apparaît comme la volonté des pays observateurs, le chemin pour y arriver en devenant membre de l'OMC est encore long. En effet, le processus d'adhésion est caractérisé par sa longueur et sa complexité, pouvant durer de 5 à 15 ans selon les pays concernés, les enjeux de son adhésion, sa situation géopolitique ou encore le niveau de développement de son système économique et juridique.

Cependant, d'après les instruments juridiques, l'admission d'un observateur à l'OMC se fait «à des conditions [qui restent] à convenir». Cette formulation imprécise rend les règles du processus d'adhésion très floues. En conséquence, on constate que la durée du processus d'adhésion s'est allongée par rapport aux adhérents de première heure et que les règles se sont durcies.

A titre d'exemple, le 5 juillet 2011 a eu lieu la sixième réunion du Groupe de travail de l'accession du Tadjikistan à l'OMC. Il fait partie de l'un des sept pays du Programme spécial des Nations Unies pour les économies des pays d'Asie centrale (SPECA). Depuis sa demande d'accession à l'OMC il y a 10 ans, la République du Tadjikistan a entrepris de réformer son régime de

commerce afin de le rendre pleinement compatible avec les règles de l'OMC. En effet, le processus d'accession à l'OMC n'est pas automatique et prend essentiellement la forme de négociations. Le Groupe de travail créé en 2001 s'est donc attaché à évaluer les progrès accomplis par ce pays dans les négociations bilatérales sur l'accès aux marchés pour les marchandises et les services. Le Tadjikistan a montré son désir l'intégrer au plus vite l'OMC en intensifiant les négociations bilatérales notamment avec la Chine, l'Ukraine et les Etats-Unis.

Les membres de l'OMC ont à l'occasion de cette réunion salué les efforts considérables du Tadjikistan pour qui «l'accession à l'OMC est la principale priorité nationale», selon S.E. M. Farrukh M. Hamraliev, Ministre du commerce et du développement économique du Tadjikistan qui «remercie tous les membres de leur coopération et de leur soutien.»

Les membres ont cependant relevé que des améliorations pouvaient encore être apportées dans certains domaines, y compris l'antidumping, les droits commerciaux, le régime d'investissement, le régime de licences d'importation, les règles d'origine, les mesures sanitaires et phytosanitaires, les obstacles techniques au commerce, les droits de propriété intellectuelle et les services.

Le projet de rapport du Groupe de travail sera mis à jour compte tenu des discussions en cours et des nouvelles contributions des Membres et du Tadjikistan.

Synthèse ENDA ;

Sources : Le Tadjikistan fait un pas de plus vers son accession,
http://www.wto.org/french/thewto_f/acc_f/a1_tajikistan_f.htm

NOUVELLES REGIONALES

APE : l'UE et l'Afrique de l'Ouest se retrouvent à Bruxelles pour tenter d'avancer

Après s'être retrouvé fin mai à Dakar pour avancer sur les dossiers importants de l'APE, les négociateurs de l'UE et de la CEDEAO se réuniront de nouveau à Bruxelles, entre le 26 et le 29 juillet.

Cette session sera l'occasion pour les négociateurs européens de se prononcer sur la dernière offre d'accès au marché proposée par l'Afrique de l'Ouest lors de la session précédente. Cette offre s'élève à 70 % d'ouverture sur 25 ans.

L'Afrique de l'Ouest pourrait à son tour être appelée à donner son avis sur la proposition de formulation de l'article 106 du texte de l'accord par lequel l'UE propose à l'AO d'engager des négociations avec tous les pays avec lesquels elle est en union douanière.

Cette session pourra aussi être l'occasion pour les parties de la période nécessaire pour l'élaboration de nouvelles règles d'origines, objet de l'article 6 du texte de l'accord.

Les hauts fonctionnaires qui se retrouveront le 29 juillet devront aussi se pencher sur le protocole PAPED.

Note ENDA

Famine dans la corne de l'Afrique : une réaction plutôt tardive de la communauté internationale

La corne de l'Afrique est aujourd'hui dans une situation alimentaire et humanitaire alarmante. Selon le *Figaro*, 11 millions de personnes au Kenya, en Éthiopie et surtout en Somalie se retrouvent désormais en situation de famine sévère. Toujours selon cette source, près de 1,5 million de personnes ont quitté les zones rurales

pour se réfugier dans les villes et dans les pays voisins en quête de nourriture et de ressources.

L'ONG Action Contre la Faim (ACF) estime que les besoins sont énormes alors que 250.000 enfants souffrent de malnutrition sévère. Cette situation de crise alimentaire gravissime est causée par la sécheresse extrême qui sévit dans cette partie de l'Afrique depuis plus de 10 ans.

Face à cette crise, la communauté internationale s'est enfin mobilisée, même si cette mobilisation est jugée tardive. Dans l'appel conjoint FAO/PAM/Oxfam lancé le 8 juillet 2012, ces organisations dénonçaient ainsi le peu d'intérêt que la communauté internationale accorde à la crise qui sévit dans la corne de l'Afrique. Ces organisations affirment que la communauté internationale a pris du retard en raison du fait qu'elle a mis du temps à comprendre l'urgence de la situation, et les gains potentiels d'une intervention.

La situation décrite par cet appel est alarmante. En effet, selon ce document, les populations nécessitant une aide sont passées de 6,3 millions de personnes au début de l'année à 10 millions aujourd'hui (au moment de la publication de l'appel). Cette situation continue de s'aggraver.

La FAO, le PAM et Oxfam ont proposé à travers cet appel 3 mesures importantes :

- une assistance alimentaire d'urgence et durable
- un soutien aux petits agriculteurs
- une politique volontariste, la réduction des risques et l'investissement

Elles concluent cet appel par l'invitation de « la communauté internationale à déployer tous les moyens politiques, moraux et financiers nécessaires pour affronter de manière intégrée la crise qui s'aggrave dans la Corne de l'Afrique, tout en aidant les nations de la région à bâtir une sécurité alimentaire pour l'avenir ».

Cet appel semble être entendu puisque certains pays ont réagi en mettant à la disposition de cette partie de l'Afrique une aide humanitaire. C'est dans ce sens que la Suisse a décidé d'octroyer 4,5 millions de CHF (en supplément de l'aide déjà

envoyée) pour venir en aide aux zones concernées. La Norvège aussi a annoncé son intention de débloquent 30 millions de couronnes supplémentaires (3,8 millions d'euros) pour venir en aide aux millions de personnes menacées par cette famine.

En plus d'une situation climatique et pluviométrique difficile, d'autres causes ont été identifiées :

- la guerre qui sévit en Somalie
- l'échec des politiques rurales de ces pays dénoncé récemment par l'Eurodéputé Thijs Berman qui considère que les gouvernements de ces pays ont systématiquement négligé les populations rurales, mais aussi que l'UE s'est désintéressée pendant des années du développement rural. Il propose ainsi de renforcer le lien entre politique humanitaire et politique de développement².
- La course aux biocarburants, qui a entraîné la vente de nombreuses terres agricoles à des investisseurs étrangers, ce qui contribue à réduire la proportion de surfaces cultivables destinées à l'agriculture vivrière.

Synthèse ENDA

Sources : La famine menace la Corne de l'Afrique
<http://www.lefigaro.fr/international/2011/07/18/01003-20110718ARTFIG00464-la-famine-menace-la-corne-de-l-afrique.php>

EVÉNEMENTS

OMC

26 juillet, Comité des négociations commerciales — réunion informelle

² Pour sauver les vies dans la corne de l'Afrique, il faut changer d'urgence d'approche, http://www.socialistsanddemocrats.eu/gpes/public/detail.htm?id=135938&request_locale=FR§ion=NER&category=NEWS

27-28 juillet Conseil général, www.wto.org

28 juillet 201, Organe de règlement des différends

Hors OMC

18-28 juillet, Trente, Italie, Ecole internationale d'été pour la coopération et le développement local. La deuxième édition de l'Ecole d'été sur "Communauté et développement local: la poursuite de la cohésion sociale et la durabilité".

22 juillet, Londres, Royaume-Uni. L'avenir du système commercial mondial.
<http://www.odi.org.uk/events/details.asp?id=2689&title=future-world-trading-system>

PUBLICATIONS

CNUCED, Analyse comparée des stratégies régionales coton en Afrique Subsaharienne en vue de leur alignement sur les politiques agricoles nationales, régionales et panafricaines, http://www.unctad.info/upload/SUC/PACM_Benin/Analyse_compar%C3%A9e_strat%C3%A9gies_V4.PDF

CNUCED, Rapport de la Commission du commerce et du développement sur sa troisième session, juin 2011, http://www.unctad.org/fr/docs/cid21_fr.pdf

OMC, Rapport annuel 2011 de l'OMC, http://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/anrep_f/anrep11_f.pdf

OMC, Rapport sur le commerce mondial 2011. L'OMC et les accords commerciaux préférentiels : de la coexistence à la cohérence. http://www.wto.org/french/res_f/publications_f/wtr11_f.htm

Asian Development Bank : Asie 2050: Réaliser le siècle de l'Asie : Mai 2011, <http://beta.adb.org/publications/asia-2050-realizing-asian-century>